



COMMUNIQUÉ INTERSYNDICAL

Le dernier protocole publié par le ministre, sans même prendre l'avis du CHSCTM, dégrade les conditions de travail déjà largement détériorées, conduisant à une surcharge de travail et à une mise sous pression intenable pour l'ensemble des personnels, notamment pour les directeurs et directrices. Il n'offre qu'une illusion de protection : des solutions peu réalistes, sans recrutement des personnels nécessaires, sont encore évoquées comme le non brassage par niveaux ou une salle par classe. Ce protocole ne répond ni à l'inquiétude, ni à la colère des personnels.

Nos organisations réclament des mesures d'urgence pour assurer la protection de tous et toutes, personnels comme élèves. Cela passe notamment par la fourniture de masques plus protecteurs (et en quantité suffisante pour couvrir le temps de travail et de transport) ainsi que l'équipement en purificateurs d'air.

Par ailleurs, le ministère ne prend pas la mesure de la nécessité de faire baisser le nombre d'élèves par classe à court et moyen terme et de l'état de fatigue des personnels, épuisés par des années de dégradation des conditions de travail et une rentrée hors normes. Cela nécessite des créations de postes massives et urgentes. Dans l'immédiat, il faut titulariser sans conditions les contractuel-les en place, admettre l'ensemble des inscrit-e-s sur listes complémentaires en tant que fonctionnaires titulaires et recruter en nombre suffisant des AESH, des personnels de vie scolaire, médico-sociaux et agents territoriaux.

Enfin, la pseudo-revalorisation de 400 millions d'euros est totalement insuffisante pour les personnels. Non seulement cette somme est dérisoire mais est conditionnée à des missions supplémentaires.

Nos organisations exigent un rattrapage des pertes salariales subies par l'ensemble des personnels, avec des mesures significatives pour toutes et tous dès cette année.

A Rennes, le 6 novembre 2020